

où ils vécurent et pour l'avenir des premiers d'abondance dans les landes et les bois qu'ils défrichèrent.

Nous sommes la liberté avec ces yeux des premiers siècles de la monarchie, qui adoucirent les mœurs barbares, n'eurent des richesses que pour les verser dans le sein des malheureux, et qui, nobles conseillers des princes, les reprimèrent dans les écarts, les encourageant dans la voie du bien.

Nous sommes la liberté avec ces pures et belles intelligences de la primitive Eglise et du moyen-âge, qui vivaient et conservèrent le feu sacré de la science.

Nous sommes la liberté avec les Capitulaires de Charlemagne et les établissements de Saint-Louis, ces législations qui font palir nos codes modernes.

Nous sommes la liberté avec ces intrépides soldats de Charles Martel, écrasant les masses sarrasines, et ces chevaliers de la croisée qui, élevés, par leurs expéditions lointaines, une barrière infranchissable devant l'Islamisme.

Nous sommes la liberté avec ces universités créées dans toutes les villes importantes, et où fleurissent des intelligences d'élite, des illuminateurs de l'humanité.

Nous sommes la liberté, parce que c'est le christianisme qui éclaire et qui transporte toutes ces valeurs dans tous les genres, que nous appelons nos devanciers, nos ancêtres.

Nous sommes la liberté, dans tous les actes sublimes de ces ministres qui se nomment : Eloi, Suger, Sully, Colbert et vingt autres.

Nous sommes la liberté dans l'existence de ces monastères de Cluny, de Clairvaux, de la Chaise-Dieu, où les âmes, fatiguées des bruits du monde, se reposent sur la vertu rayonnante dans l'ombre du cloître ; où la pensée humaine enfante des prodiges.

Nous sommes la liberté dans l'érection de ces cathédrales du moyen-âge, merveilles du génie chrétien.

Nous sommes la liberté dans les œuvres de ces maîtres de la pensée, de ces poètes, de ces artistes, qui écrivent des traités profonds, des épopées sublimes, et qui sèment la vie sur la toile, sur les murs des temples et des palais, qui savent donner la parole au marbre et à l'airain.

Nous sommes la liberté dans ces Trinités voués à la libération des captifs.

Nous sommes la liberté dans la vaillance et dans la foi de Montmorency, des Du Guesclin, des Bayard, des Clisson, des Turenne.

Nous sommes la liberté dans Christophe-Colomb, allant à la découverte de l'Amérique, dans la pensée essentielle d'y planter le Christianisme.

Nous sommes la liberté dans Las Casas, cet érêque qui consacre 50 années de son apostolat, pour obtenir la liberté des sauvages de l'Amérique.

Nous sommes la liberté avec Henri IV, voulant que l'ouvrier pût mettre, le dimanche, la poule au pot.

Nous sommes la liberté avec nos institutions modernes, la propagation de la foi, continuation de la prédication apostolique avec l'œuvre de Saint-Régis, pour la réhabilitation des mariages irréguliers ; avec l'œuvre de St-Vincent-de-Paul, soulageant à la fois les misères du corps et celles de l'âme.

Nous sommes la liberté par la défense de ce bel héritage que nos pères nous ont légué, lequel embrasse, dans tous les temps, l'universalité de l'héroïsme, de la sagesse, des lumières, des bienfaits, des illustrations et des grandeurs de l'humanité entière.

Nous vous dirons demain, ô trompeurs, pourquoi, avec quoi vous êtes le despotisme.

(Vraie France) ABRIEN PELADAN

Le principe du service obligatoire peut être considéré comme définitivement admis. Tout Français doit le service militaire personnel et le remplacement est supprimé ; telles sont les bases de la législation nouvelle, qui cause tour à tour dans les esprits un enthousiasme exagéré et d'injustes préventions.

On attribue au service obligatoire des vertus et des vices qui ne lui appartiennent pas en propre, mais qui dépendent des conditions d'ordre général dans lesquelles il doit être appliqué.

Les uns voient déjà la France régénérée par la loi sur le recrutement, tirer une éclatante vengeance des affronts que lui a fait subir la Prusse ; à leurs yeux, une armée nationale va bientôt se lever contre les soldats de Guillaume. Les autres, moins confiants, jettent un regard attristé sur notre société corrompue, en proie aux divisions et aux plus détestables passions, n'ayant ni respect, ni discipline, et ils se demandent si ce n'est pas l'armée de la guerre civile qui va s'organiser et se préparer à des luttes inévitables.

Dans ces appréciations opposées, le vrai se mêle au faux. Les avantages de la loi que discute en ce moment l'Assemblée nationale ne doivent pas nous faire illusion sur la faiblesse et l'impuissance du régime actuel ; mais les dangers inhérents à la nature de ce régime ne sauraient être regardés comme les conséquences du principe même de la loi.

Disons-le hardiment : le service obligatoire est une réforme juste et nécessaire. Peut-être à lui seul l'instrument de notre régénération ? Suffira-t-il d'avoir décrété que tous les citoyens valent passeront sous les drapeaux pour donner à la France la puissance matérielle qui lui manque et la force morale qu'elle a perdue ? Ce serait folie de le croire.

« Les lois sur le recrutement sont des institutions », disait Gouvier-Saint-Cyr, et ce grand homme de guerre avait raison. Or, dans la situation présente, sous un gouvernement dont le caractère provisoire s'étend nécessairement à toutes les lois d'organisation, pouvons-nous nous flatter de faire des institutions ? Hélas ! la réponse n'est pas douteuse. Et il faut reconnaître que la réorganisation première, celle qui exigeait la solution la plus prompte, qui seule pouvait rendre toutes les autres fécondes et durables, c'était la réorganisation du pays lui-même, c'est-à-dire l'établissement définitif d'un gouvernement normal et régulier, approprié au génie national, remettant chaque chose en sa place, et pouvant prononcer cette parole de salut public qui nous est venue un jour de l'exil : « Je suis la Réforme. »

Aussi, avouons-le sans détours, nous n'attendons pas de la loi militaire tous les effets que nous étions en droit d'espérer. Sans entrer dans le détail des articles du projet de la commission, dont les dispositions relatives aux exemptions et aux sursis d'appel tendent à fausser le principe de la loi dans ses applications, nous saluons la généreuse initiative de l'Assemblée, et nous déplorons l'état incertain et précaire de notre organisation sociale qui nous privera d'en recueillir tous les fruits.

Nous comprenons que de bons esprits s'effraient devant certaines conséquences du service obligatoire. Mais les périls qu'ils entrevoyaient ne prouvent rien contre le nouveau système militaire ; ils révèlent simplement ce qu'il y a de faux et de menaçant dans notre système politique. Non, ce n'est pas le service obligatoire qui recrutera l'armée de la guerre civile ; cette armée existe déjà, ce sont les passions révolutionnaires qui lui envoient des chefs et des soldats. Et tant que le pouvoir sera offert aux visées de tous les ambitieux, tant que, dans notre société, la première place pourra être le

but de toutes les convoitises et de toutes les aventures, il n'y aura ni ordre, ni paix, ni harmonie sociale. C'est le triomphe de la démocratie que Proudhon définissait ainsi : « La démocratie, c'est l'envie. »

Mais le service obligatoire ne va-t-il pas être un agent de cette démocratie redoutable parce qu'elle n'a pas de frein moral ? Démocratiser l'armée dans un pays qui a perdu la foi et le respect, qui n'a plus de Dieu, plus de principes, ce serait en effet, une entreprise insensée et criminelle. En sommes-nous là ? Nous ne le pensons pas, et nous croyons, au contraire, que le service obligatoire, sincèrement appliqué, aura pour résultat d'opposer une digue à l'esprit révolutionnaire qui, chaque jour, fait des progrès dans les rangs de l'armée.

C'était aussi la pensée de Lamoricière, lorsqu'il fut appelé à discuter, en 1849, son projet de réorganisation de l'armée. « Si vous avez une armée qui ait un esprit à part, disait-il, qui soit prise dans une seule catégorie, et non dans toutes, elle sera toujours capable de défendre l'indépendance du pays, mais elle pourra devenir un péril pour ses libertés. » Et il n'hésitait pas à déclarer que le meilleur mode de recrutement serait l'appel de tous les citoyens.

Qu'on y réfléchisse, en effet. Ce n'est pas le principe du service personnel qui est nouveau dans nos institutions militaires, c'est la suppression du remplacement, qui, inscrite dans la loi de l'an VI, cessa presque aussitôt d'être maintenue ; et, depuis lors, le remplacement fut admis dans notre législation comme un tempérament nécessaire à l'obligation du service personnel. Eh bien ! sait-on quels furent les résultats du remplacement ? Les classes aisées s'éloignèrent de la carrière des armes. Servir le pays, lui consacrer sa vie et lui donner son sang, n'était plus un privilège ; c'était une charge, un impôt, et pendant que le prolétaire acquittait dans la caserne et sur le champ de bataille, l'enfant de la bourgeoisie le soldait avec de l'argent. Avant les abus funestes de l'exonération, Lamoricière pouvait déjà dire que, sur les 20.000 remplaçants qui figuraient dans l'effectif de l'armée, « les compagnies de discipline recrutaient les trois cinquièmes de leurs condamnés. »

N'y avait-il pas là un danger social qu'il fallait conjurer ? Ne voit-on pas que le remplacement tendait précisément à démocratiser l'armée, c'est-à-dire à abaisser son niveau moral et intellectuel, à en faire une force révolutionnaire ?

Pendant de longues années, grâce à la discipline, à la vie cloîtrée du soldat, au sentiment de l'honneur toujours vivace dans le cœur des Français, l'armée a pu échapper aux influences pernicieuses de l'esprit de révolution. Mais le péril subsistait tel que Lamoricière l'avait entrevu. Les charges militaires pesaient toutes entières sur les enfants du peuple qui ne pouvaient se racheter ; et ce n'est pas impunément que les classes intelligentes et riches repoussaient le fardeau du service. Il n'est pas bon de n'apprendre le maniement du fusil qu'aux déshérités de la fortune ; c'est non seulement une injustice, une inégalité choquante, c'est de plus une excitation à la guerre civile. C'est confier la défense de la société à des hommes naturellement enclins à se plaindre d'elle, et qui, un jour, voyant que la force est dans leurs mains, peuvent avoir la pensée de s'en servir pour le redressement de leurs griefs.

Nous ne prétendons pas que le service obligatoire nous rendra nos anciennes vertus d'abnégation, d'obéissance, de patriotisme, les mœurs d'un peuple ne dépendent pas uniquement d'une prescription législative. Mais il faut remettre en honneur le métier des armes, considéré aujourd'hui comme une

charge pénible dont on cherche à s'affranchir. Or, la seule façon d'ennoblir une charge, alors qu'elle ne constitue plus un privilège, c'est de la rendre équitable, de l'étendre à tous et de la placer sous la double égide de la justice et du devoir.

Nous ne rêvons pas de batailles et de conquêtes, nous ne demandons pas le règne du sabre, et nous savons qu'il y a pour les nations d'autres sources de puissance et d'éclat. Le progrès dans les sciences, la culture des intelligences, les merveilleuses créations de l'esprit humain qui immortalisent les écrivains, les orateurs et les artistes, la prospérité industrielle et commerciale, sont à coup sûr des biens enviables qui ne le cèdent point aux lauriers de la victoire.

Mais il ne faut pas méconnaître le tempérament des peuples tel que l'ont formé la nature et le temps. La France est de race guerrière ; l'épée l'a faite héroïque et noble, et c'est ce qui a fait de nos modernes penseurs, derrière un comptoir elle fera toujours triste figure.

Que certains esprits déplorent cette mission guerrière de la France, marquée dans nos annales en caractères éclatants par le burin de l'histoire, cela nous importe peu ; qu'ils rêvent de luttes pacifiques, qu'ils s'attendent devant les terres promises du commerce et de l'industrie, ils ne feront pas que la France préfère aux champs de batailles le trafic et le négoce.

Le service obligatoire répond aux instincts militaires de la France, et contrairement à la pensée d'un grand nombre, nous le croyons merveilleusement approprié à notre génie national.

(Union) H. de Mayol de Lupe.

### Nouvelles d'Espagne.

Le maréchal Serrano a fait son entrée à Madrid. L'Agence Havas nous l'apprend en ces termes :

Madrid, 1<sup>er</sup> juin, midi. Le maréchal Serrano est arrivé à Madrid à trois heures et demie du matin. Les ministres, les autorités civiles et militaires et des amis particuliers l'attendaient à la gare.

La même Agence cherche, sans doute, à le rassurer, mais elle doit l'étonner en lui apprenant, par exemple, « qu'il ne reste plus, en Biscaye, qu'une bande de 100 hommes. »

Les victoires qu'elle continue à remporter sont du reste plus fertiles en résultats que sanglants :

Madrid, 1<sup>er</sup> juin, 11 h. 40 matin. Officiel. — Une bande de la province de Léon a été battue et dispersée, pendant cinq prisonniers. La province est pacifiée.

En faisant cinq prisonniers, on pacifie une province, quelle merveille !

Le chemin de fer de Miranda à Bilbao serait également, d'après les télégrammes officiels, rétabli ; mais c'est avouer au moins qu'il avait été coupé. Cela explique peut-être cette légende mystérieuse des communications qui nous disaient discontinue :

« Le courrier d'Espagne n'est pas arrivé ; on ignore les causes de ce retard. »

Des renseignements adressés au Courrier de France affirment qu'une armée carliste va bientôt paraître aux environs de Burgos, et une autre près de Barcelonne. Quelques journaux amédéistes, même, n'osent plus cacher la situation :

Le Combat assure, d'après un voyageur arrivant des provinces basques, que les carlistes y seront bientôt au nombre de 15.000 bien armés. Ceux qu'il a vu entre Zumarraga et Vittoria ont de bonnes carabines Lefauchaux et sont décidés à se battre jusqu'à leur dernière cartouche.

De plus, au lieu de gaspiller l'argent, ils s'organisent des ressources permanentes, ils ont établi des douanes sur le chemin des grandes villes, notamment à Salinas, sur la route de Guipuzcoa à Vittoria.

Le Diario de Avisos, de Saragosse, écrit qu'on voit les carlistes le long de la voie ferrée de Osquia, entre Zuasti et Irurzun, à

trois lieues de la capitale, dans la direction d'Alsasna.

Le sentiment national s'étend et gagne de proche en proche le midi de l'Espagne.

Le correspondant de la Patrie à Irun a pu constater les effets du fameux Concombre : il a excité l'ardeur des carlistes, et le seul effet dont il serait capable, ce serait la chute d'un ministère qui a cinq jours d'existence.

Tel est aussi l'avis du correspondant du Temps à Madrid, et il ajoute mélancoliquement :

Les carlistes ne se montrent pas, paraît-il, unanimement d'accord pour profiter de l'annistie qu'on leur propose. Ainsi, hier, nous avons vu que le général Moriones et le télégraphe avaient été de nouveau coupés au-dessus de Zumarraga, et en conséquence, le courrier de France nous a fait défaut aujourd'hui. D'un autre côté, les dépêches officielles signalent encore la présence de nombreuses bandes dans les provinces basques et la Navarre. La faction Carasa est toujours poursuivie par le général Moriones, qui ne parvient jamais à l'atteindre.

Hier, le maréchal Serrano devait donner au Congrès des explications sur sa conduite ; comment ont-elles été accueillies, nous ne le savons pas encore, mais il nous plaît de voir ce triomphateur rentrer à Madrid avec ce rôle plus que modeste.

### ROUBAIX

M. A. Bergerot, candidat du département du Nord, adresse la circulaire suivante aux électeurs :

Messieurs les électeurs, Vous m'avez donné, le 7 janvier dernier, 81,688 suffrages. Cette marque éclatante de votre confiance m'impose, encore une fois, le grand devoir de mettre de côté mes goûts et mes intérêts les plus chers, pour acquiescer envers vous une dette de reconnaissance.

La situation du pays est restée la même, mes sentiments ne se sont modifiés en rien, et permettez-moi de replacer sous vos yeux la profession de foi que je vous ai adressée, dans cette circonstance grave, en sollicitant votre appui ; elle est encore l'expression fidèle de mes convictions :

« Electeurs, « En acceptant la candidature, je ne veux qu'une chose : me mettre au service d'une grande cause, celle de la patrie de la société menacée. »

Le parti radical dit qu'il est aujourd'hui le parti conservateur ; il ne pourra tromper personne, car nous avons sous les yeux les ruines qu'il vient de faire.

Non, le véritable parti conservateur, auquel j'appartiens, est celui qui a préservé d'un bouleversement général la France déjà si cruellement éprouvée par une guerre désastreuse, pour nos finances et pour nos jeunes soldats, laissés sans armes, sans habits et sans munitions.

« C'est lui qui a refusé de faire rentrer l'Assemblée dans Paris, pour ne par l'exposer de nouveau au joug violent et honteux d'une émeute. »

« C'est lui qui veut le progrès, mais qui repousse des utopies aussi dangereuses au point de vue moral et religieux que pour nos intérêts matériels. C'est lui qui donne son concours efficace aux efforts du gouvernement de M. Thiers pour favoriser la reprise du travail dans nos manufactures et dans nos campagnes, en raffermissant la tranquillité publique et en assurant l'ordre et la vraie liberté. »

« C'est lui qui donnera à la France le temps de se recueillir et de se prononcer, avec réflexion, sur le gouvernement régulier et stable sous lequel elle veut vivre. »

« Si vous me faites l'honneur de me nommer votre représentant, je suis fermement résolu à prendre place parmi les membres de cette majorité, qui a